



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
RÉUNION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des relations externes  
et du cadre de vie

Bureau du cadre de vie

N° 899 /SG/DRECV

RAR 2C 135 977 2216 3

A 2000 1067

COURRIER ARRIVÉ	
SMTD .RSO	
Reçu le: 08/06/2020	
Serv. ALP	Copie pour Information
Attributaire: V/F	008 IAG

Saint-Denis, le 02 juin 2020

Monsieur le président  
ILEVA  
17 Chemin Jolifond – Basse Terre  
BP 560  
97410 Saint-Pierre

Monsieur le président,

Je vous prie de trouver ci-joint, une copie de l'arrêté n° 2020-1907 /SG/DRECV du 02 juin 2020 portant enregistrement de l'installation de broyage de déchets verts exploitée par le syndicat mixte de traitement des déchets des micro-régions sud et ouest de La Réunion (ILEVA) sur le territoire de la commune de Saint-Joseph (97480).

J'appelle votre attention sur l'importance qui s'attache au respect des prescriptions contenues dans cet arrêté.

La conformité de votre installation pourra être vérifiée en tant que de besoin par la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) – SPREI chargée de l'inspection des installations classées de ce type et qui reste à votre disposition pour l'interprétation de ces règles de sécurité.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de La Réunion, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'expression de ma considération très distinguée.

Pour le préfet et par délégation  
le chef de bureau

  
Evelyne DAIRIEN

Copie : DEAL-SPREI

Affaire suivie par Mme SIMON  
TEL : 02.62.40.76.34  
FAX : 02.62.40.76.38  
Courriel : marie-therese.simon@reunion.pref.gouv.fr



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
RÉUNION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des relations externes  
et du cadre de vie  
Bureau du cadre de vie

Saint-Denis, le 02 juin 2020

**ARRÊTÉ N° 2020 - 1907 /SG/DRECV**

**Portant enregistrement de l'installation de broyage de déchets verts exploitée par  
le syndicat mixte de traitement des déchets des micro-régions sud et ouest de La Réunion (ILEVA)  
sur le territoire de la commune de Saint-Joseph (97480)**

**LE PRÉFET DE LA RÉUNION**  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non-dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) de La Réunion approuvé par arrêté préfectoral du 8 décembre 2015 ;
- VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Sud Réunion approuvé par arrêté préfectoral du 19 juillet 2006 ;
- VU la demande en date du 28 mars 2019 présentée par ILEVA, dont le siège social est implanté au n° 17 chemin Jolifond, BP 560 à Basse Terre sur le territoire de la commune de Saint-Pierre (97410), pour l'enregistrement d'une installation de broyage de déchets verts sur le territoire de la commune de Saint-Joseph ;
- VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité de l'installation projetée aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé, dont l'aménagement n'est pas sollicité ;
- VU les compléments apportés le 3 octobre 2019 et le 4 novembre 2019 à la demande du 28 mars 2019 susvisée ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2339-SP/BATEAT du 19 novembre 2019, fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU l'absence d'observations du public sur le dossier entre le 16 décembre 2019 et le 17 janvier 2020 ;
- VU l'absence d'avis du conseil municipal de Saint-Joseph, seule commune concernée par le projet, dans le délai de quinze jours suivant la fin de la consultation du public ;

- VU** l'avis du maire de la commune de Saint-Joseph, émis par courrier en date du 22 février 2019, sur la remise en état du site en cas de cessation de l'activité ;
- VU** le rapport du 6 mars 2020 référencé SPREI/UTSW/NL/71-2372/2020-0422 de l'inspection des installations classées, transmis au pétitionnaire le 6 mars 2020, auquel est annexé le projet d'arrêté ;
- VU** l'absence d'observation du pétitionnaire sur ce projet, confirmé au travers de son mail du 11 mai 2020 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 29 mai 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement et ses compléments justifient du respect des prescriptions de l'arrêté de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** en particulier, que les nuisances susceptibles d'être engendrées par l'installation, notamment, pollution sonore, poussières, odeurs, sont prévenues par le respect des prescriptions de l'arrêté du 6 juin 2018 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'effluents de procédé ;

**CONSIDÉRANT** l'étude incendie jointe à la demande ;

**CONSIDÉRANT** que malgré la présence de populations de geckos verts de Manapany, menacés d'extinction, à proximité de l'installation, les milieux de la zone d'étude ne sont pas favorables à l'espèce ;

**CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire, au vu du dossier remis, s'engage à respecter le « Plan de biosécurité geckos verts invasifs » établi par l'association Nature Océan Indien (NOI) pour éviter l'introduction accidentelle de geckos exotiques invasifs ;

**CONSIDÉRANT** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport :

- aux caractéristiques du projet et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux,
- à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées,
- aux caractéristiques de l'impact potentiel du projet,

et compte tenu de l'engagement précité, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** en particulier l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** néanmoins que des prescriptions supplémentaires par rapports aux prescriptions générales applicables sont nécessaires afin notamment, de tenir compte des enjeux présents en matière de risque incendie, de protection de la biodiversité, de lutte anti-vectorielle, de prévention de la leptospirose et d'intégration paysagère ;

**APRÈS** communication, au pétitionnaire, du projet d'arrêté statuant sur sa demande d'enregistrement ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

##### ARTICLE 1.1.1. INSTALLATION – EXPLOITANT

L'installation de broyage de déchets verts du syndicat mixte de traitement des déchets des micro-régions sud et ouest de La Réunion (ILEVA), dont le siège social est situé au n° 17 chemin Jolifond, BP 560 à Basse Terre sur le territoire de la commune de Saint-Pierre est enregistrée.

L'installation est localisée sur le territoire de la commune de Saint-Joseph au croisement de la « Rue de la Station Transit » et de la rue « Ligne François Martin ».

L'installation est détaillée dans les articles suivants.

##### ARTICLE 1.1.2. CADUCITE

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives.

#### CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DE L'INSTALLATION

##### ARTICLE 1.2.1. INSTALLATION CONCERNÉE PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité de l'activité	Régime
2794	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux	La quantité de déchets traités	E	57 t/j

##### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'INSTALLATION

L'installation enregistrée est située sur la commune et les parcelles suivantes :

Commune	Parcelle
Saint-Joseph (97480)	BM 1355, 1357, 1358, 1360, 1362 et 1363

Elle est reportée sur les plans de situation joints en annexe du présent arrêté.

#### CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

##### ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté qu'elle doit respecter, l'installation est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier jugé complet et régulier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 28 mars 2019.

## **CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

### **ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

Après l'arrêt définitif de l'installation, le site est remis dans son état initial.

Sans préjudice des articles R.512-46-25 et suivants du code de l'environnement, l'ensemble des équipements du site est évacué (plateforme bétonnée, bâtiments, voiries, réseaux de collectes, dispositifs de traitement...) et la topographie initiale du site est rétablie (comblement des dispositifs de traitement des eaux...).

## **CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

S'appliquent à l'installation les prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non-dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **ARTICLE 1.5.2 COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'installation pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

---

## **TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

---

### **CHAPITRE 2.1 RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 2.1.1 RISQUE INCENDIE**

Un mur maçonné, d'une hauteur minimale de 2 m est positionné le long de la limite de propriété nord-ouest du site. Chaque zone de stockage des déchets est distante d'au moins 10 m des stocks voisins et est pourvue d'un système d'arrosage.

#### **ARTICLE 2.1.2 ÉCLAIRAGE**

Pour la protection de la nature, en particulier de l'avifaune, les équipements et le fonctionnement du site sont conformes à l'arrêté ministériel du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

Les sources lumineuses sont limitées au strict minimum nécessaire au fonctionnement et à la sécurité des installations et des travailleurs. Leur nombre, leurs caractéristiques techniques (lampes au sodium basse pression...), leurs emplacements et leurs orientations (tournés vers le sol...) sont définis de façon à ne pas nuire à l'avifaune protégée.

Notamment, les dispositifs d'éclairage sont établis en intégrant les recommandations de personnes compétentes dans le domaine de l'ornithologie de La Réunion.

## **ARTICLE 2.1.3 LUTTE CONTRE LES NUISIBLES**

### **ARTICLE 2.1.3.1 LUTTE ANTI-VECTORIELLE ET PRÉVENTION DE LA LEPTOSPIROSE**

Pour la protection des risques sanitaires, toutes les mesures doivent être prises pour lutter contre la prolifération des moustiques (lutte contre la constitution des gîtes larvaires en limitant notamment la stagnation des eaux) et des petits rongeurs.

Le site est maintenu dans un état de démoustication et de dératisation permanent.

La démoustication et la dératisation sont effectuées en tant que de besoin ou sur demande de l'autorité en charge de la santé.

L'exploitant est en mesure de justifier ces actions sur demande de l'inspection des installations classées.

Les justificatifs sont conservés pendant une durée de 5 ans.

### **ARTICLE 2.1.3.2 LUTTE CONTRE L'INTRODUCTION ACCIDENTELLE DE GECKOS EXOTIQUES INVASIFS**

L'exploitant met en œuvre les mesures appropriées visant à éviter l'introduction accidentelle de geckos exotiques invasifs au détriment du gecko vert de Manapany en se référant notamment au « plan de biosécurité geckos verts invasifs » établi par l'association Nature Océan Indien (NOI).

Ces mesures font l'objet d'une procédure écrite, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 2.1.4 INTÉGRATION PAYSAGÈRE**

Afin de créer un filtre visuel, les abords du site sont végétalisés.

---

## **TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

---

### **ARTICLE 3.1 FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 3.2 MESURES DE PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture, pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 3.3 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif de La Réunion :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr ».

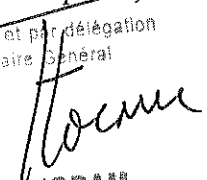
Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### ARTICLE 3.4 EXÉCUTION – COPIES

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL), le maire de Saint-Joseph, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Copie du présent arrêté est adressée à :

- M. le maire de Saint-Joseph ;
- M. le sous-préfet de Saint-Pierre ;
- M. directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL/SPREI – DEAL/SEB).

Le préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général  
  
Frédéric JORAM

Annexe à l'arrêté n° 2020-1907/SG/DRECV, portant enregistrement de l'installation de broyage de déchets verts exploitée par ILEVA sur le territoire de la commune de Saint-Joseph

Plans de situation de l'installation

